



Équilibre & respect

*Bien vivre,
ensemble.*

François NICOLAS, le candidat écolo

4ème circonscription de Loire-Atlantique

Législatives des 11 et 18 JUIN 2017

Le respect des personnes et de l'environnement, l'écologie, c'est l'avenir.

La survie de l'humanité n'est possible que si nos modes de vie respectent l'avenir.

Nous devons favoriser les innovations sociales, économiques ou technologiques accessibles à toutes et à tous.

Nous devons susciter de nouveaux équilibres économiques, environnementaux, sociaux et politiques pour construire un monde où il fera bon vivre toutes et tous ensemble.



« Notre maison brûle et nous regardons ailleurs »

Ces paroles du président Jacques Chirac ont été saluées et appréciées de toutes et de tous. Depuis, nous n'avons jamais autant pollué, détruit d'espèces animales ou végétales, jamais autant consommé en excès les ressources qui manqueront à nos petits-enfants.

Bien vivre, le programme des écologistes

Quarante ans de débats, d'expérimentations locales, d'approfondissements, permettent aux militants et militantes d'Europe Écologie – Les Verts de proposer des solutions concrètes et innovantes pour enfin bien vivre en France, en Europe, tout en respectant l'avenir et nos voisins.

<http://aveclecologie.fr/bien-vivre-le-projet/>

Rien n'est plus puissant qu'une idée dont l'heure est venue

Cette citation de Victor Hugo s'applique parfaitement à l'écologie politique. Tout le monde en parle, nous avons toutes et tous conscience qu'il est temps de construire un monde plus juste pour les femmes et les hommes, plus respectueux de l'avenir de l'humanité sur Terre.

Passons à l'acte,
votons pour l'écologie.

11 et 18 juin 2017, le vrai choix

Finance ? Consommation ? Démocratie ? Lutte des classes ? Écologie ? Rien n'est encore décidé. Le président de la République Française est le chef de l'état mais ce n'est pas le chef du gouvernement. Il n'a d'autre choix que de choisir le premier ministre, le véritable chef du gouvernement, en fonction des résultats des législatives.

Les 11 et 18 juin que nous élirons les députés, ce sont eux qui décideront de nos lois, de notre avenir. Il faut élire des député-e-s qui défendront la vie face aux pouvoirs économiques ou politiques, des député-e-s plaçant les personnes avant les profits ou les dogmes, des députés soutenus par Europe Écologie – Les Verts.

Respectons enfin l'avenir, la vie.

(...)L'équilibre est rompu. Irrémédiablement rompu.

C'est la guerre depuis longtemps entre Kokopelli, qui promeut les variétés anciennes, et les semenciers qui veulent imposer leur monopole, leurs plants hybrides ou leur OGM.

Mon hameau est en partie ceint de vignes. Muscadet, Gamay rouge.

J'ai durant trente-quatre années restauré ce lieu. Les murs étaient de pierre. Au début les escargots, limaces et crapauds pullulaient, vivaient en paix. Dont le sympathique Marcel, énorme et borgne, mascotte de mes enfants. Les geais venaient me voir, ma chouette dormait dans ma grange.

Peu à peu la population de gastéropodes a périclité, se réfugiant dans mon potager, celle des crapauds ayant, elle, totalement disparu.

Je ne revois plus mes gentils hérissons que j'hébergeais pour leur éviter un "accident de la route".

Je n'ai jamais traité mon potager de 500 m² mais n'y trouve jamais aucun ver de terre ou autre lombric depuis vingt ans.

Mon voisin m'avait fait m'abonner à ROC (rassemblement des opposants à la chasse).

Le président des chasseurs de ma commune est venu me voir, menaçant, car l'association ROC de l'époque me permettait d'exclure mes terres de leur territoire de chasse. Trois hectares.

Extrait d'un émouvant témoignage d'un habitant de Bouaye qui rappelle la nécessité qu'enfin nous respections l'avenir, la vie.

Un bélier et deux brebis retrouvés morts quelques jours plus tard. A coups de fourche à foin. J'ai enlevé mes pancartes quand mon épouse enceinte s'est retrouvée face à un fusil braqué sur elle.

Les viticulteurs aimeraient bien se mettre au bio, mais il leur faudrait revoir toutes leurs techniques de production et, pire, attendre cinq années sans traiter pour obtenir le label, donc sans gagner aucun argent. Matériellement impossible. Et c'est là où serait la solution : aider un viticulteur désirant se reconverter au bio à "survivre" cinq années en lui permettant d'écouler sa production nouvelle non traitée sous un label intermédiaire à un taux négocié en l'aidant à se restructurer.

Ce n'est pourtant pas compliqué à comprendre : l'élevage bio avec vente à proximité vit très bien, la production de poules pondeuses bio cartonne dans tous les magasins, les maraîchers bio (pas ceux qui arrosent leurs salades au désherbant pour les faire blanchir), pratiquent des prix abordables s'ils ne s'adressent pas à la grande distribution(...)

Pour l'heure nous vivons régulièrement (sous les vents d'ouest), au milieu d'un nuage qui, soit à cause du mildiou ou autre maladie, est généreusement dispersé. En préventif trop souvent.

Pourtant des rosiers anciens (protégés) sont disposés au bout des parcelles de vigne, ce qui permet en théorie aux viticulteurs d'anticiper l'arrivée de la maladie.

Un ami a disposé des ruches sur une de mes parcelles. Les frelons asiatiques y font des ravages.

Je suis extrêmement pessimiste pour l'avenir et le bien-être de nos enfants. Même plutôt fataliste, car l'Homme sot est assoiffé d'argent et les gouttes d'eau que nous versons dans l'océan, nous les écolos, ne sont que les larmes de notre impuissance. Je peux dire à leur place "après nous le déluge". Lorsque vous pensez que les dix plus gros porte-conteneurs polluent autant que la totalité des véhicules roulant sur la planète et qu'il existe des milliers de porte-conteneurs croisant chaque jour dans nos océans (utilisant le carburant le pire qui soit), je pense qu'il est utopique d'imaginer la sauver avec des voitures électriques utilisant des batteries au cadmium dont l'extraction pourrait la vie de milliers de gens, dont le retraitement pourrira la vie de milliers de gens aussi bien que l'extraction de l'uranium et le retraitement des déchets nucléaires.

Chacun, individuellement, peut apporter son nécessaire écot pour satisfaire les doux rêveurs dont je ne fais plus partie.

On peut partager son potager en quatre et en faire profiter autrui. Mais c'est si pratique d'aller faire ses courses aux restos du cœur pour certains. En effet la terre est basse.

A la croisée des chemins, c'est un peu comme la dernière élection.

C'était ou le pire ou le moins grave avec un peu d'espoir.

Mes toitures rose atlantiques sont noires. De kérosène sans doute. Au secours.

Croissance du P.I.B.



Stop, on arrête,
on réfléchit et c'est pas triste.

Nos dirigeants sont dévoués à la croissance. Ils consacrent toutes les ressources de l'humanité, actuelle et à venir, à l'idée d'une croissance infinie du produit intérieur brut, le P.I.B.

La **croissance du P.I.B.** ne mesure pas les richesses produites mais la **traduction financière de l'activité économique.**

La croissance du P.I.B. mesure le coût financier réel ou estimé de nos activités, quelles que soient nos activités.

Produire **toujours plus de choses, même inutiles ou néfastes**, voilà ce qu'est une politique basée sur la croissance.

A la sortie de la guerre, quand nous devons reconstruire la France, il fallait produire massivement, la croissance du P.I.B. pouvait coïncider avec le progrès. Ce n'est plus le cas. **Chômage subit, inégalités, soins médicaux inaccessibles, pénuries de logements, égoïsmes, solitudes, violences, on nous dit que c'est la crise.**

On nous dit que ce n'est qu'une crise, qu'il nous faut faire des efforts mais, il y a une autre explication. **Regardons les choix économiques qu'entraîne la volonté de croissance du P.I.B.**

Jeter et fabriquer augmente le P.I.B. alors, nous produisons des **biens fragiles qu'on ne répare plus.**

Plus vite un bien est démodé, plus vite il faut en fabriquer un autre, plus vite le P.I.B. augmente alors, les **propagandes commerciales** nous expliquent qu'il est utile de posséder les dernières nouveautés.

Moins il y a d'entraide entre les humains, plus un citoyen est dépendant du système, plus les consommations personnelles augmentent : **égoïsmes et solitudes** sont bons pour le PIB alors, structurellement, les liens entre les citoyens diminuent.

Comme une société privée doit rémunérer ses actionnaires, quand on privatise un service public, le P.I.B. est augmenté des bénéfices que la société privée doit dégager, alors, **toute politique de croissance doit réduire les services publics.**

Dans une économie d'offre et de demande, ce qui est abondant est gratuit, donc mauvais pour la croissance du PIB : tout système basé sur la croissance doit favoriser la rareté, priver une part grandissante de la population de biens essentiels, **tous les biens et services auparavant gratuits deviennent payants.**

La croissance voulue par la pensée unique n'est que la croissance infinie du P.I.B. Elle est en contradiction avec le progrès, l'efficacité, la liberté, la générosité du vivant, l'abondance des énergies, le respect de l'avenir.

La croissance infinie du P.I.B. nécessite la création perpétuelle de nouveaux besoins. Ainsi, une économie basée sur une croissance infinie doit maintenir les citoyens dans un état d'insatisfaction permanente.

Loin du « vivre ensemble » une société basée sur la croissance du P.I.B. est une société du « consomme pour toi ».

La croissance n'est pas liée au progrès de l'humanité. Elle est cette crise qui nous détruit.

La croissance est cette crise qui nous détruit.



Bonheur Intérieur Brut

C'est une séduisante idée que de calculer un Bonheur Intérieur Brut.

Chaque jour, nos hommes et nos femmes politiques nous jurent qu'ils et elles iront chercher "la croissance avec les dents", nous promettent de gagner un demi-point de croissance du produit intérieur brut et, au nom de ceci, ils et elles sacrifient tous nos acquis sociaux, tous nos biens communs, ils et elles sacrifient même la nature sans laquelle nous ne pouvons survivre.

Alors, pourquoi pas un Bonheur Intérieur Brut qui prendrait enfin en compte de ce qui nous tient à cœur?

Peut-être parce que tout n'est mesurable. Je suis persuadé qu'on ne peut pas calculer la distance à laquelle nous serions du bonheur... Du coup, j'ai tendance à imaginer que ce pourrait encore être un moyen de justifier les pires décisions : « Grâce à l'exploitation des gaz de schiste, nous augmenterons de 5 centimètres le Bonheur intérieur Brut... »

Mais, dans tous les cas, ça ne suffirait pas, ça ne changerait rien si nous ne changeons pas en profondeur notre économie.

En effet, c'est un piège que de débattre sur le P.I.B. en tant qu'indicateur: en tant qu'indicateur, comme tout indicateur, il est insuffisant, tout le monde est d'accord. Mais, le problème n'est pas son utilisation en tant qu'indicateur. Le problème est que notre système économique repose structurellement sur la croissance du P.I.B.

En effet, comme nous basons la création monétaire sur l'emprunt, il est nécessaire qu'il existe, au moment où nous rembourserons, une masse monétaire plus importante que celle qui existait au moment où nous avons emprunté : il faut avoir de quoi payer les intérêts.

Ainsi, structurellement, sans augmentation des sommes empruntées, ce système s'écroule, d'où la croyance en une nécessité de croissance du PIB.

Alors l'idée d'un Bonheur Intérieur Brut est séduisante mais ce n'est pas du P.I.B. comme indicateur dont il est vital de se libérer. **Il est vital de se libérer de l'obligation structurelle d'augmenter la marchandisation de nos échanges.**

Il y a de nombreuses manières de le faire, par exemple, en limitant les taux d'intérêts, ou en demandant aux banques centrales de ne plus financer les banques privées mais de financer directement les états, ou encore en demandant aux banques centrales de donner les sommes nécessaires à l'équilibre entre masse monétaire et richesses produites directement à l'ensemble des humains pour lesquels elles gèrent la masse monétaire disponible...

Ne plus se soumettre à la croissance nécessite de ne plus faciliter l'augmentation des pouvoirs financiers des personnes ou sociétés, privées comme publics, du seul fait des capitaux qu'elles possèdent.

Ils nous faut susciter un réel renouveau démocratique pour résister au principal acteur de la "croissance du PIB" : l'avidité.

Revenu de base

*Une innovation au service
de la construction d'un monde plus juste
et respectueux de l'avenir*

Le Mouvement Français pour un Revenu de Base en donne la définition suivante :

« Le revenu de base est un droit inaliénable, inconditionnel, cumulable avec d'autres revenus, distribué par une communauté politique à tous ses membres, de la naissance à la mort, sur base individuelle, sans contrôle des ressources ni exigence de contrepartie, dont le montant et le financement sont ajustés démocratiquement. »

Du fait des changements économiques, sociaux et climatiques, actuels et à venir, **nous ne pouvons plus nous contenter d'appliquer les vieilles recettes économiques** : comme elles ne prennent pas en compte les limites de notre environnement, à gauche comme à droite, elles ont échoué et échoueront encore.

Au sortir de la deuxième guerre mondiale, nous avons besoin de reconstruire notre pays, de produire massivement des richesses. Aujourd'hui, ce ne sont plus les richesses qui nous manquent : nous sommes la sixième puissance économique mondiale. **Ce qui nous freine, c'est le partage de ces richesses.**

Ce qui nous manque, c'est le sens à donner à nos vies, collectivement et individuellement.

Ce qui nous freine, c'est cette obsession de l'égoïsme, de la consommation, de la compétition.

Ce qui nous manque, c'est de nous réconcilier avec nos valeurs humanistes.

Nous avons besoin de réapprendre à respecter nos différences, à vivre ensemble, à prendre le temps de nous écouter.

Nous avons besoin de réapprendre à agir plutôt qu'à posséder.

Il nous faut réapprendre à vivre toutes et tous ensemble, à s'entraider plutôt qu'à se combattre.

Au lieu de favoriser les compétitions fratricides, nos lois doivent favoriser la coopération.

Au lieu de favoriser l'exploitation, elles doivent favoriser la co-gestion.

Au lieu de favoriser la destruction des terres de France, nos lois doivent protéger leurs capacités à nous nourrir.

Nous avons toutes et tous le droit de vivre décemment, nous ne devrions plus être privé de nos moyens d'entreprendre, d'agir

C'est pourquoi **il est temps de socialiser une part suffisante des revenus du travail et du capital pour garantir à toutes et à tous, un revenu décent. Il faut instaurer, par la loi, le droit à un revenu inconditionnel de base.**

Ainsi, toute personne le souhaitant pourra étudier, apprendre et développer ses compétences, sans péril pour sa situation financière.

Ainsi, chacun sera enfin en capacité de travailler là où ses compétences seront appréciées.

Ainsi, personne ne sera plus contraint d'accepter des emplois néfastes à sa santé, à l'environnement, à l'avenir de la France.

Ainsi, chaque agriculteur, chaque commerçant, chaque artisan, chaque travailleur indépendant pourra librement entreprendre, sans crainte pour son avenir, sans crainte pour l'avenir des siens.

Ainsi, chaque salarié sera en mesure de négocier des conditions de travail décentes, sans crainte de se retrouver au chômage.

Ainsi, ensemble, nous mettrons fin à la misère, sans soumission à la finance.

Économiquement, c'est viable et simple à mettre en œuvre.

Ceci n'entraîne aucune dépense supplémentaire. C'est une question de redistribution différente des richesses. C'est une question de répercussion des gains de productivité sur le pouvoir d'achat. C'est une question d'adaptation des flux financiers aux besoins réels de toutes et de tous.

Socialement, il nous faut réapprendre à nous faire confiance, à redonner une réalité à notre cohésion nationale.

Il nous faut changer notre rapport au travail, en acceptant d'être des citoyennes et citoyens et non plus de simples ressources humaines.

Le travail doit devenir une véritable source d'accomplissement personnel et collectif.

Le travail ne doit plus être une soumission à une économie désincarnée, sans considération pour l'avenir de l'humanité sur Terre.

Un revenu de base inconditionnel est une mesure économiquement salubre et une véritable révolution culturelle.

Nous en débattons et, ensemble, nous diminuerons ainsi l'importance des compétitions fratricides et de la soumission à la finance.

Ensemble, nous renforcerons la cohésion sociale nécessaire pour résister aux changements économiques, sociaux et climatiques actuels et à venir.

Pour construire un monde où il fera bon vivre, en équilibre avec l'avenir, en harmonie avec les aspirations individuelles et collectives de toutes et de tous, vivre décemment ne doit plus être un privilège.

Éducation

La jeunesse : une priorité pour les écologistes!

Par Anne-Myriam Douchement

La situation sociale et économique des jeunes s'est aggravée. Pire, la confiance en la démocratie et ses représentant-e-s s'est étiolée. La jeunesse Française serait à la source de tous les maux : insécurité, paresse et donc affaiblissement économique, assistée et donc responsable d'un gaspillage de l'argent public... Pourtant la jeunesse n'a jamais été aussi éduquée, connectée, entreprenante ! Il est donc temps de changer notre regard.

Pour les écologistes, il est inacceptable que les jeunes soient une variable d'ajustement pour les entreprises, et un axe électoral pour des dirigeant-e-s qui joueront ensuite, paradoxalement, sur la « peur du jeune ». Ils ne doivent pas non plus être les victimes de quelques aînés qui refusent à la fois un changement de modèle social, économique et la transition écologique.

Pour une jeunesse citoyenne

Les 16-30 ans représentent 20% de la population Française et pourtant, notre jeunesse est abandonnée par les partis politiques traditionnels et ne se considère donc plus comme un-e citoyen-ne.

Ainsi, si nous sommes élus, nous écologistes, nous défendrons à l'Assemblée nationale ces propositions :

- Le droit de vote dès 16 ans.
- Sanctionner les partis qui ne présenteraient pas au moins 20% de candidat-e-s de la classe d'âge 16-30 ans à chaque élection.
- La fin du cumul des mandats dans la vie politique, mais également dans la sphère économique et sociale.
- La mise en place de dispositifs facilitant la place des jeunes dans les instances représentatives de la société civile.
- La généralisation des dispositifs de démocratie participative, notamment basés sur le numérique, au sein des établissements scolaires (de la primaire au lycée) et des budgets participatifs d'établissements.
- Le soutien accru aux structures d'éducation populaire.



Pour une jeunesse autonome

Le taux de pauvreté atteint 21,9% chez les jeunes de moins de 25 ans et 23% des jeunes actifs sont au chômage. Quant à ceux qui travaillent, près d'un tiers ont un CDD (contre 8,4% dans la population totale). L'accès au logement devient également de plus en plus difficile: on estime qu'il y a aujourd'hui 240 000 jeunes de 18 ans et plus (hors étudiants) qui n'ont pas les moyens financiers d'accéder à un logement autonome.

Ainsi, si nous sommes élus, nous écologistes, nous défendrons à l'Assemblée nationale ces propositions :

La fin du système spécial pour les jeunes, en termes d'accès au RSA comme aux autres minima sociaux et notamment les mutuelles étudiantes.

L'instauration d'un revenu d'autonomie: les écologistes proposent de faire des jeunes les premiers bénéficiaires de l'instauration d'un revenu universel. Cette avancée doit être accompagnée des mesures permettant à tous les jeunes de disposer de l'ensemble des outils d'autonomie: accès au logement, accès aux soins et lutte contre le travail précaire.

- En attendant la mise en œuvre du revenu universel, mise en place d'une allocation de formation sous forme de 16 semestres de revenu, utilisable tout au long de la vie, en formation initiale ou continue.
- Favoriser et mieux reconnaître le service civique.
- Soutenir l'engagement associatif et ouvrir/simplifier la VAE aux activités associatives afin de pouvoir valider les compétences développées dans le cadre associatif.
- Investir et accompagner la création d'entreprises chez les jeunes, notamment lorsqu'elle relève des économies sociales et solidaires.
- Augmentation de la rémunération des stages.
- Enseignement du droit social dès le lycée, pour tous les élèves, afin de leur donner les outils nécessaires à la compréhension du monde du travail.

Une jeunesse éduquée pour une transition écologique réussie

La transition écologique doit être aussi une transition éducative pour vivre ensemble, en harmonie avec les autres êtres vivants et en équilibre avec les richesses de cette planète. Construit sur la séparation entre savoirs académiques et pratiques professionnelles, le système scolaire est inadapté aux besoins des élèves, des familles et aux enjeux de notre temps, et l'école de la République, élitiste, creuse les inégalités. Les dispositifs se succèdent pour remédier au décrochage et à l'échec scolaire sans succès. Alors que l'école devrait souder notre nation, elle contribue à exclure et ne prépare pas aux défis planétaires du XXIème siècle.

Ainsi, si nous sommes élus, nous écologistes, nous défendrons à l'Assemblée nationale ces propositions :

- Faire de la carte scolaire un véritable outil de mixité sociale.
- Affecter des moyens humains supplémentaires à la lutte contre le décrochage scolaire.
- Promouvoir une véritable démocratie scolaire grâce à des conseils dotés de véritables pouvoirs, la pratique régulière de débats dans les établissements, des budgets participatifs gérés par les élèves.
- Adaptation des rythmes scolaires avec le matin les matières générales et l'après-midi le sport, la musique, les arts-plastiques...
- Sensibilisation des élèves, durant les heures d'éducation civique ou de vie de classe, à la lutte contre les discriminations.
- Réforme du système d'évaluation : Abandonner définitivement la notation classique au profit d'une évaluation basée sur les compétences acquises.
- Modification du système actuel d'inspection des enseignants en proposant une évaluation des enseignants par d'autres enseignants. Ce système permettrait un véritable échange pédagogique.
- Création d'un congé de parentalité paritaire pour la première année de l'enfant.
- Ouvrir 400 000 places en crèche publique et organiser une participation des parents à l'animation des crèches publiques.
- Promouvoir l'ouverture de l'école publique aux parents en leur permettant de participer régulièrement aux tâches et projets scolaires.
- Faciliter l'ouverture à la pratique artistique en offrant à chaque jeune une année de pratique gratuite dans un conservatoire, une école d'art...
- Généraliser le bio dans les cantines scolaires. Proposer des produits locaux et de saison toute l'année et servir un repas végétarien au moins une fois par semaine.
- Création de maisons du savoir, afin de favoriser le lien intergénérationnel et l'enseignement mutuel.

A les laisser crever, nous mourrons.

Personne n'a jamais demandé à l'Europe d'accueillir « toute la misère du monde ».

Tous les migrants ne cherchent pas à nous rejoindre: **les migrations sont majoritairement internes aux frontières, plus rarement vers des pays limitrophes et encore plus rarement après un parcours de milliers de kilomètres.**

Par le durcissement des conditions d'entrée en Europe, nous avons poussé dans les bras de passeurs de moins en moins soucieux de la vie de leurs "clients". Et, comme nous, pays riches en devise, nous imposons notre modèle, **le durcissement de nos propres frontières s'exporte vers tous les pays.**

Ceci augmente les conséquences des guerres et catastrophes puisque les hommes, femmes et enfants qui cherchent à survivre peuvent de moins en moins se déplacer dans les pays limitrophes aux leurs.

Ainsi, notre "Europe forteresse" construit des murs bien au-delà de nos frontières et transforme la nature même de l'humanité. Une humanité constituée de peuples tout d'abord majoritairement nomades, puis majoritairement sédentaires et, maintenant, alors que nous n'avons jamais pu communiquer et voyager aussi facilement, de plus en plus refermés sur eux-mêmes. **Une humanité qui fini par oublier l'accueil, le partage, le bonheur de vivre ensemble, une humanité qui suicide son humanisme.**

Qu'est-ce que la croissance?



<http://tinyurl.com/ybon74j7>

Économie et monnaies locales



<http://tinyurl.com/ybks5p6w>

Revenu de base...



<http://tinyurl.com/y7pf2rul>

Le nucléaire n'est pas un long fleuve tranquille



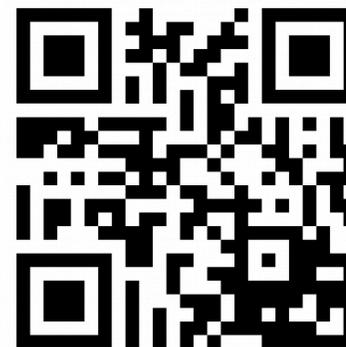
<http://tinyurl.com/mc4qu6b>

Position officielle EELV sur Notre-Dame-des-Landes



<http://tinyurl.com/yblbk9ov>

Nos combats...



<http://tinyurl.com/y6up96or>

Retrouvons notre souveraineté alimentaire

On voudrait nous faire croire que notre agriculture ne pourrait se passer de la pétrochimie (pesticides, engrais,...) ou de l'introduction de gènes animaux dans les plantes (OGM). Les pouvoirs politiques et économiques contraignent les agriculteurs à suivre ce modèle d'agriculture émettrice de gaz à effet de serre, ce modèle d'agriculture qui, décennie par décennie, détruit la biodiversité, détruit les sols et, à terme, nous condamne à la famine.

Ce modèle nous emprisonne dans une course effrénée à la quantité au détriment de la qualité, à l'augmentation de l'irrigation et à la destruction des sols, à l'augmentation de la dépendance aux multinationales, à la diminution de la liberté de cultiver et entretenir nos campagnes...

Ce modèle freine la relocalisation de l'agriculture et la reconquête de l'indépendance alimentaire. Ce modèle pénalise celles et ceux qui ne veulent pas être pieds et poings liés à la finance.

Et pourtant les techniques d'agriculture biologique sont respectueuses de notre santé, régénératrices des sols, respectueuses de la biodiversité et certaines permettent même de diminuer massivement les gaz à effet de serre.

Aujourd'hui, l'agriculture biologique est plus efficace que l'agriculture pétrochimique car, elle augmente l'autosuffisance des agriculteurs. Avec elle, les agriculteurs sont moins dépendants des multinationales et de la finance internationale. **L'agriculture biologique libère les agriculteurs des multinationales agroalimentaires et, en améliorant la santé de toutes et de tous, diminue notre dépendance aux multinationales pharmaceutiques.**

Les élus et élues écologistes luttent et lutteront pour aider les agriculteurs souhaitant abandonner l'agriculture pétrochimique et se tourner vers l'agriculture biologique.

Identité nationale?

Les valeurs fondamentales de la République Française combattent le dogme de l'identité nationale.

UNE ET INDIVISIBLE

La nation française, par sa création, son histoire et ses lois, ne définit pas ce qu'il faut être pour être français mais ce qu'il faut respecter. Ainsi, la République Française a pu, peut et pourra assimiler toutes les femmes, tous les hommes, toutes les cultures et demeurer une et indivisible.

LIBERTÉ

Notre nation est composée de femmes et d'hommes libres d'être eux-mêmes, sans modèle pré-établi.

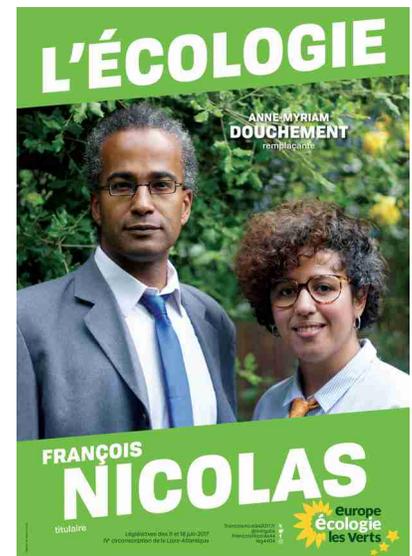
ÉGALITÉ

Notre république reconnaît l'égalité de toutes les femmes et de tous les hommes.

FRATERNITÉ

Notre gouvernement a le devoir de garantir un équitable partage des ressources en garantissant que toutes les femmes et tous les hommes puissent travailler pour subvenir à leurs besoins et, quand, du fait de leur état ou des conditions économiques, elles ou ils ne peuvent travailler, de leur garantir une vie décente.

Nos valeurs sont simples et justes. Malheureusement, ce n'est pas le type de valeurs que les néo-conservateurs, les contre-révolutionnaires ou les xénophobes affirment. **A nous de le rappeler.**



Équilibre & respect, le journal de François Nicolas, le candidat écolo sur la 4ème circonscription de Loire-Atlantique pour les législatives du 11 et 18 JUIN 2017.

Site officiel de campagne :
<http://francoisnicolas2017.fr/>
Adresse électronique :
contact@francoisnicolas2017.fr